

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 17 juin 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

● (1405)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

ON DEMANDE QUE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS PRENNENT DES MESURES CONTRE LES PLUIES ACIDES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, le gouvernement est parfaitement conscient de l'extrême nécessité d'adopter immédiatement un programme en vue de réduire et d'éliminer un jour ou l'autre les pluies acides, la plus grande menace qui plane à l'heure actuelle sur notre environnement. Il sait également que même si nos difficultés sont dues en grande partie aux pluies provenant des États-Unis, le gouvernement américain n'est manifestement pas prêt à participer utilement à ce programme. Vu l'échec récent des négociations bilatérales, échec dû en grande partie à l'attitude négative des représentants des États-Unis, je propose, avec l'appui du député de Prince Edward-Hastings (M. Ellis):

Que le premier ministre communique immédiatement avec le président Reagan pour exiger que les deux pays agissent de toute urgence pour régler le grave problème des pluies acides.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE LOGEMENT

ON DEMANDE DES MESURES AU SUJET DES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Len Gustafson (Assiniboia): Madame le Président, le secteur du bâtiment au Canada est plongé dans un profond marasme, alors que les mises en chantier aux États-Unis ont augmenté de 22.3 p. 100. Le premier ministre de la Saskatchewan a fixé aujourd'hui le taux d'intérêt hypothécaire à 13.25 p. 100 pour les logements en Saskatchewan, ce qui stimulera les mises en chantier dans cette province. Je propose donc, appuyé par le député de Bow River (M. Taylor):

Que le gouvernement prenne des mesures positives au sujet des taux d'intérêt avant l'ajournement estival, afin de relancer le secteur du bâtiment au Canada.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

ON PROPOSE UN EMPLOI POUR UN FONCTIONNAIRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, M. Ed Clark, l'architecte du désastreux Programme énergétique national du gouvernement libéral, est envoyé en France pour un an au coût approximatif de \$70,000 pour les contribuables canadiens afin de travailler pour une multinationale installée à Paris, une société qui semble condamnée à la faillite.

Des voix: Oh, oh!

M. Greenaway: Compte tenu de l'effet catastrophique que la politique d'Ed Clark a eu sur le secteur énergétique canadien et sur toute l'économie canadienne, je propose avec l'appui du député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour):

Que le gouvernement congédie Ed Clark et l'incite à passer la prochaine année dans l'ouest du Canada plutôt qu'à Paris afin de pouvoir expliquer le Programme énergétique national aux milliers de personnes qui ont perdu leur emploi ou leur entreprise par suite de sa politique destructrice.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

ON DEMANDE L'APPUI DE LA CHAMBRE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Derek Blackburn (Brant): Madame le Président, je prends, moi aussi, la parole en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement. M. William Brock, de l'équipe Reagan, a déclaré que ses entretiens avec le ministre canadien des Affaires extérieures au sujet de l'AEIE avaient été «encourageants» et «rendraient la vie plus facile aux deux gouvernements», laissant entendre qu'on affaiblirait l'Agence, et cela bien que le ministre de l'Industrie ait récemment déclaré que «notre loi sur l'examen de l'investissement étranger avait pour objet de veiller à ce que le Canada et les Canadiens bénéficient des investissements examinés aux termes de la loi». C'est pourquoi je propose, appuyé par le député de Mission-Port Moody (M. Rose):